



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Lettre d'information du Bureau Régional pour l'Afrique Centrale

Lettre Électronique d'Information numéro 044 (Septembre 2014) - Afrique Centrale - ISSN 2073-3844

Mot du Directeur



Le quarante-et-
quatrième numéro du
bulletin électronique
est maintenant
disponible.

Les derniers mois
ont été marqués par
plusieurs événements:

- Angola: visite officielle et de suivi de l'opérationnalisation de l'accord de coopération UNESCO-Angola
- L'UNFPA et l'UNESCO s'engagent pour le développement des compétences en santé de reproduction des jeunes en milieu scolaire
- Redynamisation de l'éducation à la vie familiale et à la santé reproductive des adolescents et des jeunes en milieu scolaire dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est
- L'UNESCO désormais parmi les partenaires du Musée des Civilisations de Dschang
- Route de l'esclavage : une exposition pour commémorer les héros africains en Afrique, en Europe et aux Amériques
- Traite négrière et Tourisme de mémoire: réunion des experts africains à Pointe Noire
- L'UNESCO à la Journée mondiale de la population
- Le Bureau UNESCO Yaoundé à l'heure des sites et figures historiques de l'Afrique
- Démarrage du Projet d'appui au développement local à travers les radios communautaires
- Congo: validation des modules de formation des enseignants du primaire et du secondaire
- RDC: Atelier régional sur les politiques muséales en Afrique centrale
- Atelier de formation des formateurs sur les installations de systèmes solaires photovoltaïques au Cameroun

Felix Yé

Directeur du Bureau régional
multisectoriel de Yaoundé.

Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique
centrale

Angola: visite officielle et de suivi de l'opérationnalisation de l'accord de coopération UNESCO-Angola



L'équipe de mission de l'UNESCO avec des autorités angolaises après une réunion

Dans le cadre de la relance du processus d'opérationnalisation de l'accord de coopération entre l'UNESCO et l'Angola signé en 2013 et de la prise de contact officielle de Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale avec les autorités angolaises, une mission du Bureau s'est déployée à Luanda du 17 au 21 juin.

Accompagné des Spécialistes des programmes Éducation, Science et Communication/Information, le Directeur du Bureau Régional Multisectoriel à Yaoundé et Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale M. Félix YÉ a rencontré les responsables des ministères concernés par l'accord de coopération qui relèvent des domaines de compétence et transversaux de l'UNESCO, ce en présence de la Commission nationale de l'UNESCO. L'objectif était d'établir les priorités parmi les activités des notes conceptuelles. Les autorités angolaises se sont réjoui de la présence renforcée de l'UNESCO et ont réaffirmé la détermination du Gouvernement pour la mise en œuvre de l'accord signé. C'est une modalité de coopération inédite entre l'UNESCO et les Etats membres Africains et notamment l'Angola. La coopération est au beau fixe avec l'UNESCO et l'ensemble des engagements pris seront mis en œuvre.

Le Directeur et son équipe ont aussi eu des sessions de travail avec les agences du système des Nations Unies. Les échanges ont porté sur le renforcement de la présence de l'UNESCO en Angola et notamment le briefing sur la modalité novatrice par le biais de l'accord de coopération et ses enjeux, la demande d'espace et bureaux supplémentaires et l'appui aux formalités officielles de visas pour les missions qui vont s'intensifier davantage et enfin, la nécessité d'une présence substantive renforcée. Quant à l'antenne UNESCO-Luanda, le plan de travail du bureau est connu et les besoins en personnel et en matériel sont identifiés.

L'UNFPA et l'UNESCO s'engagent pour le développement des compétences en santé de reproduction des jeunes en milieu scolaire

Dans le cadre de la redynamisation de l'éducation pour la santé dans le domaine de la Santé de reproduction/Planification familiale/VIH-SIDA (SR/PF/VIH-SIDA) en milieu scolaire et du Programme mondial pour améliorer la sécurisation des produits de santé reproductive, un plan d'opération de 120 000 USD a été signé par les Représentants de l'UNESCO et de l'UNFPA en mai 2014. Le projet sera mis en œuvre dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua en étroite collaboration avec le MINEDUB, le MINESEC et le MINSANTE.

Au Cameroun, la fécondité précoce est élevée avec un taux de 127 ‰ chez les filles de 15 à 19 ans. Les besoins non satisfaits en contraception atteignent un pic de 25,7% chez les filles de 15-19 ans. Les barrières socioculturelles, socio-économiques

et géographiques limitent la demande et l'accès des adolescents et jeunes aux services de planification familiale. En outre, la pandémie de l'infection par le VIH, bien qu'en baisse, demeure préoccupante chez les jeunes femmes (15-24 ans). En fait, 2,7% des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont VIH+ (EDS/MICS 2011).

Cette grande vulnérabilité des adolescentes et adolescents s'explique en partie par l'ignorance, la faible utilisation des méthodes de prévention, notamment les préservatifs, la précocité des rapports sexuels, la presque inexistence de services conviviaux en direction des adolescents et jeunes, l'insuffisance et la mauvaise répartition des prestataires formés sur le territoire. Selon le rapport GARP 2014, les enseignements d'éducation sexuelle et reproductive basés sur les compétences de vie courante ne sont dispensés que dans 560 établissements scolaires du primaire et du secondaire du pays, représentant 3,5% du total d'établissements. Et seuls un total de 9321 enseignants et encadreurs pédagogiques de proximité ont reçu une formation et dispensent ces enseignements.

Pour répondre à cette situation préoccupante et compte tenu des indicateurs de Santé de la Reproduction des Adolescents particulièrement alarmants dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est, à l'initiative de l'UNFPA, l'UNESCO participe à l'amélioration de la prévalence



Les partenaires et experts s'investissent sur l'éducation pour la santé

contraceptive moderne au sein de la population et à la réduction du taux de fécondité des adolescentes. Il s'agit, avec l'appui technique de l'UNESCO de former, d'ici la fin de l'année, 1000 enseignants au développement des compétences en SRA y compris le VIH et Sida, pour atteindre au moins 20 000 élèves de 30 établissements scolaires du primaire et du secondaire. À cet effet, les outils pédagogiques adéquats à l'acquisition des connaissances et au développement des compétences en SRA par les adolescents et des jeunes seront produits pour servir de supports et des kits didactiques TIC acquis pour renforcer les capacités des écoles ciblées. Pour le suivi opérationnel, la chaîne de supervision pédagogique régionale sera formée au suivi de proximité de la formation des enseignants et de l'introduction des modules d'EVF/EMP/VIH et Sida dans les enseignements. Enfin, une évaluation des effets de la formation sur les enseignants et leurs apprenants sera réalisée dans les zones d'interventions.

À terme, ce partenariat qui est appelé à se renforcer vise d'une manière générale à accroître dès l'année scolaire prochaine l'accès à l'information et le développement de compétences en santé de reproduction des jeunes en milieu scolaire.



Redynamisation de l'éducation à la vie familiale et à la santé reproductive des adolescents et des jeunes en milieu scolaire dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est

Du 14 au 17 juillet 2014, s'est tenu à Yaoundé dans la salle des réunions de la Cellule d'appui à l'action pédagogique du ministère des Enseignements secondaires, l'atelier de définition des orientations opérationnelles pour la redynamisation de l'éducation à la vie familiale et en santé de reproduction des adolescents (SRA) y compris le VIH/SIDA en milieu scolaire, pour les régions de l'Adamaoua et de l'Est.

Ledit atelier lance les activités du plan de travail UNFPA-UNESCO 2014 en faveur des ministères de l'Éducation de base (MINEDUB) et des Enseignements secondaires (MINESEC) en vue de renforcer les capacités de 1000 enseignants des régions de l'Adamaoua et de l'Est au développement des compétences en SRA y compris le VIH et Sida, d'ici la fin de l'année. L'initiative vise à terme à rendre, au moins 20 000 élèves de 30 établissements scolaires desdites régions, capables d'opérer des choix éclairés au sujet de leur santé sexuelle et reproductive. Les trois jours de travaux ont abouti à l'appropriation des objectifs du projet par l'équipe pédagogique multidisciplinaire. La stratégie et le chronogramme opérationnels de mise en œuvre des activités ont été définis. Les établissements à impliquer ont été choisis. Enfin, la révision du synopsis du didacticiel d'auto-



Les participants à l'atelier

formation des enseignants du primaire et du secondaire ainsi que l'un des supports de formation des enseignants à produire par le projet, ont été engagés. En perspective, le chronogramme de travail adopté par l'équipe pédagogique prévoit en priorité la production du synopsis révisé du didacticiel au cours des vacances scolaires lors des trois ateliers d'écriture à tenir dans les deux sites du projet, Bertoua et Ngaoundéré.



Le Spécialiste du programme Culture remettant des outils de visibilité aux responsables du musée

L'UNESCO désormais parmi les partenaires du Musée des Civilisations de Dschang

Le Bureau de l'UNESCO soutient le Musée des Civilisations de Dschang dans sa politique de visibilité en initiant la fabrication des produits dérivés, la vulgarisation des dépliants et l'ouverture vers les écoles et les écoliers.



Route de l'esclavage : une exposition pour commémorer les héros africains en Afrique, en Europe et aux Amériques

Le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé au Cameroun a fait monter à Yaoundé du 22 mai au 15 juin 2014 l'exposition « Routes de l'esclavage, résistances et héros africains en Afrique, en Europe et aux Amériques », à la Galerie Nationale d'Art contemporain.

Inaugurée par le Secrétaire général du Ministère des Arts et de la Culture accompagné du Secrétaire général de la Commission nationale du Cameroun pour l'UNESCO et du Directeur du Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale, l'exposition a mis en exergue, à travers des photos, la dimension résistance à la traite négrière qui est souvent occultée. L'histoire de l'esclavage est en effet une histoire de résistance permanente du début de la mise en place du commerce triangulaire jusqu'à l'abolition de la traite et de l'esclavage. Mais la résistance la plus profonde et sans doute la plus radicale a été la résistance culturelle.

Réalisée par la Fondation AfricAvenir International, cette exposition rentre dans le cadre de la célébration du 20ème anniversaire du projet de l'UNESCO « La route de l'esclave » lancé à Ouidah au Bénin en 1994 avec pour objectif d'inscrire la tragédie de la traite négrière dans la mémoire de tous les peuples. Conformément aux objectifs du projet interculturel « La route de l'esclave », elle a offert aux nombreux visiteurs pendant 3 semaines l'occasion d'une réflexion commune sur les causes historiques, les modalités et les conséquences de cette tragédie, ainsi que d'une analyse des interactions qu'elle a générées entre l'Afrique,



Visite des expositions

l'Europe, les Amériques, les Caraïbes et l'océan Indien. Pour le public de Yaoundé, cette exposition était une véritable découverte qui a permis de revisiter l'histoire de l'Afrique et de saluer la bravoure de ces hommes et de ces femmes qui ont combattu au péril de leur vie et qui méritent la RECONNAISSANCE.

Enfin, le caractère didactique de cette exposition a permis aux élèves des écoles de mieux connaître l'histoire de la traite négrière et de l'esclavage et de cette première forme de mondialisation. Un DVD sur le vernissage de l'exposition « Routes de l'esclavage, résistances et héros africains en Afrique, en Europe et aux Amériques » est disponible au Siège et dans les Bureaux nationaux de l'UNESCO.

L'UNESCO à la Journée mondiale de la population

Le Bureau UNESCO a pris part du 10 au 11 juillet 2014 à Bamenda, chef-lieu de la Région du Nord-Ouest Cameroun, à la célébration de la Journée Mondiale de la population placée cette année sous le thème « Investir dans la Jeunesse ». Un thème plus qu'interpellateur, quand on connaît le poids, le rôle et les défis auxquels fait face la jeunesse dans le processus de développement d'un pays, qui plus est, aspire à l'émergence à l'instar du Cameroun.

La participation du Bureau a été marquée par les échanges avec les autorités administratives locales pour se faire une idée des problèmes auxquels sont confrontés les jeunes de la région, à savoir le chômage, le sous-emploi, la déscolarisation de la jeune fille, la prostitution, la santé sexuelle et reproductive, la délinquance etc. Pour remédier à ces problèmes, quelques pistes de solutions en collaboration avec différents acteurs sociaux de la localité ont été évoquées.

Les manifestations de la journée du 11 ont été marquées par une série de gestes et temps forts : re-



Remise des kits par la Spécialiste Education du Bureau

mise solennelle par l'UNESCO entre autres dons, d'un kit d'autoformation des encadreurs des jeunes et des pairs éducateurs en EVF/EMP/VIH et Sida au Centre Multifonctionnel de Wum, localité située à 75km environ de Bamenda, visite de la foire-exposition, et défilé de plus d'une heure d'horloge de divers groupes sociaux constitués des associations de jeunes, des étudiants des universités et des écoles de formation professionnelle, des associations culturelles et religieuses, des institutions publiques et parapubliques, des partis poli-

tiques etc.

Il s'est agi en définitive d'un important moment d'interpellation de la jeunesse camerounaise à faire preuve d'un plus grand sens de responsabilité, et même de sensibilisation des autres acteurs sociaux -familles, communautés diverses, partenaires au développement - sur le fait que l'Investissement dans la jeunesse est une affaire de tous et qu'il y va de l'avenir de la nation.

Le Bureau UNESCO Yaoundé à l'heure des sites et figures historiques de l'Afrique

Le Secteur de la Culture a initié des séances de projection des DVD et vidéos au Bureau de l'UNESCO à Yaoundé à l'attention du personnel et de la Commission nationale du Cameroun pour l'UNESCO sur des thématiques inhérentes à la culture.

La première séance de projection vidéo a eu le 8 mai 2014 sur « Rudolph Duala Manga. Patriote & Martyr » du Centre d'initiation à la Culture douala. Il s'agit de la pièce de théâtre sur « Rudolf Dualla Manga : Patriote & Martyr », réalisée par le Centre d'initiation à la Culture douala. Deux séances ont suivi cette initiative : la première sur « La Reconnexion », Bimbia, un port négrier oublié. « Au XVIIIe et XIXe siècles, des milliers d'esclaves furent déportés vers l'Amérique. Si l'histoire a retenu davantage le nom de Gorée au Sénégal, elle découvre tout juste l'existence du comptoir de Bimbia, au Cameroun ». Et enfin, la dernière sur « Gorée : lieu de mémoire ». Une découverte de l'île de Gorée, lieu de mémoire au Sénégal, réalisé par le Bureau de l'UNESCO à Dakar.



L'objectif de ces projections est de mieux faire connaître l'histoire de l'Afrique aux collègues du Bureau. Une vingtaine de collègues des différents secteurs et unités suivent ces projections, et d'autres séances sont déjà prévues.



Mot de bienvenue du Représentant de l'UNESCO

Démarrage du Projet d'appui au développement local à travers les radios communautaires

Dans le cadre du démarrage du « Projet d'appui au développement local à travers les radios communautaires » s'est tenue le jeudi 07 août 2014 à 10 heures dans les locaux du Bureau UNESCO de Yaoundé, la première réunion du comité de pilotage.

Le Représentant de l'UNESCO a prononcé un mot de bienvenue à l'endroit des partenaires (ministère de la Communication, ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménage-

ment du territoire et représentant des réseaux communautaires). Il a également présenté ses sincères remerciements aux différents départements ministériels pour la confiance accordée à l'UNESCO pour la mise en œuvre de ce programme de grande envergure. Les travaux ont permis aux différentes parties prenantes de discuter sur les différents mécanismes de fonctionnement du comité et du démarrage effectif des activités sur le terrain.

Bulletin d'information
du
Bureau régional
multisectoriel
de l'UNESCO à Yaoundé

Directeur de Publication
Félix Yé

Coordination éditoriale
Cletus OJONG

Montage
Eric DEUMO N.

Rédaction

MAMA PLEA
Christian NDOMBI
Albert MENDY
FATOUMATA MAREGA
Jean Roland ONANA NKOA
Salomon BEGUEL
Mireille NNANGA
Annie Claude PIAL
William NGUE
Delphine HIOL
Bruno TAYIM DZOUNESSE

Cristine GOUMBANG
Eléonor NGALABE

BP: 12909 Yaoundé - Cameroun
Tel: (237) 22 20 35 47
(237) 22 20 35 48
Fax: (237) 22 20 35 49

Email: yaounde@unesco.org
web: www.unesco.org/fr/
yaounde

Congo: validation des modules de formation des enseignants du primaire et du secondaire

Cette activité organisée à Brazzaville du 8 au 12 juillet 2014, s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités de 3000 enseignants du primaire et du secondaire du Congo et leurs encadreurs pédagogiques. Le projet bénéficie d'un appui financier de l'UNESCO dans le cadre des fonds d'urgence et résulte d'une demande du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation soumise à l'UNESCO. Dans sa mise en œuvre, le projet a été élargi afin d'intégrer toute la question d'encadrement et de mise en place d'un dispositif d'accompagnement

de la formation du maître.

Au cours de l'atelier, sept modules de formation élaborés par des équipes nationales avec l'accompagnement de l'UNESCO ont été vali-



Une vue des participants en plein travaux

dés. Ces modules sont bâtis autour des problèmes que vivent les enseignants et leurs encadreurs dans leurs pratiques professionnelles. La formation va les amener à rechercher avec leurs formateurs les solutions adaptées au contexte du Congo.

Traite négrière et Tourisme de mémoire : réunion des experts africains à Pointe Noire



Une vue des participants

forts ont marqué la première journée, : d'abord, la cérémonie d'ouverture de l'atelier, la projection du film documentaire du projet «Route de l'esclave», produit par l'UNESCO à l'occasion du vingtième anniversaire de ce projet et les communications scientifiques. Ensuite, la visite du site culturel « Ancien port d'embarquement des esclaves de Loango » a permis aux participants des différents pays de constater la situation à laquelle sont confrontés la plupart des sites culturels africains. Saisissant cette occasion, les membres de la Cour royale ont émis le vœu de participer à la réécriture de l'histoire de Loango, de sauvegarder son patrimoine et promouvoir la mémoire collective de ce site.

Les participants ont formulé des recommandations à l'endroit des États de l'Afrique centrale: (i) la relance du projet de l'UNESCO «la route de l'esclave» dans toute la région; (ii) la revue de contenus des manuels d'Histoire, en particulier ceux de la traite négrière; (iii) l'adoption par les Parlements nationaux de la loi reconnaissant la traite négrière et l'esclavage comme crime contre l'humanité; (iv) le renforcement de l'intégration de l'enseignement de l'histoire nationale, de l'Afrique et de la traite négrière dans

les cursus et à renforcer la formation des professeurs d'histoire; (v) la déclaration de la traite négrière comme un Génocide; (vi) la prise des dispositions législatives et réglementaires en faveur de la promotion du tourisme de mémoire. Quant à l'UNESCO, les participants ont sollicité son expertise et son appui pour la mise en place d'un réseau de chercheurs sur la traite négrière et l'esclavage en Afrique Centrale et pour la création ou le renforcement des Comités nationaux de la route de l'esclave dans les pays de l'Afrique Centrale ainsi que le partage d'information sur la documentation de ce projet.

À l'occasion de la célébration du 20ème anniversaire du projet Route de l'esclave, la capitale économique de la République du Congo a accueilli du 25 au 27 août 2014, l'atelier sous-régional sur la «Traite négrière et le Tourisme de mémoire», organisé par le Bureau régional multisectoriel pour l'Afrique centrale à Yaoundé et le Bureau pays de Brazzaville, en partenariat avec le Ministère de la Culture et des Arts de la République du Congo.

Sept thèmes ont été inscrits à l'ordre du jour : (i) Enjeux de l'histoire de la traite négrière et de l'esclavage ; (ii) Le projet de l'UNESCO « La route de l'esclave » ; (iii) Les interactions générées par la traite négrière et l'esclavage dans les Antilles, les Amériques et l'Océan indien ; (iv) La traite négrière et l'esclavage en Afrique Centrale ; (v) Les sites liés à la traite négrière et à l'esclavage ; (vi) Tourisme et tourisme de mémoire ; (vii) Histoire de l'Afrique et enseignement de l'histoire de la traite négrière et de l'esclavage : une approche pédagogique. Deux moments

Atelier de restitution des études réalisées dans le cadre du projet de conservation durable de la réserve de faune du Dja



Séance de restitution des études au Bureau UNESCO

La réserve de Faune du Dja (RFD) est l'une des plus vastes forêts humides d'Afrique. Inscrite sur la liste du patrimoine mondial en 1987, elle est surtout remarquable par la très grande variété d'espèces animales et végétales qui y vivent et dont certaines sont menacées d'extinction (gorille des plaines, chimpanzé, éléphant des forêts etc...). Cet espace dont l'importance n'est plus à démontrer pour la conservation de la biodiversité de l'Afrique centrale subit depuis plusieurs années,

de nombreuses pressions qui mettent à mal sa Valeur universelle exceptionnelle. Il s'agit notamment de l'accroissement du braconnage, de l'impact négatif des activités minières, de l'exploitation forestière anarchique, de l'avancée du front agroindustriel et hydroélectrique autour du bien. Face à cette situation, l'UNESCO a élaboré en concertation avec les autorités nationales et locales le projet de conservation durable de la RFD avec l'appui financier de la Fondation Franz Weber. Ce projet a pour objectifs spécifiques : (i) atténuer les menaces dues aux impacts des projets de développement autour du bien ; (ii) renforcer les capacités techniques et opérationnelles de l'organe de gestion du bien ; (iii) favoriser l'implication des communautés locales dans la gestion du bien et l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, une étude constituée de trois volets a été réalisée : (1) la restructuration du personnel de l'organe de gestion du Bien ; (2) l'expérimentation d'actions pilotes pour améliorer les sources de revenus des populations locales et (3) les systèmes traditionnels de conservation dans la RFD. Ce sont ces études qui ont été restituées et validées au cours de l'atelier organisé le 06 février 2014, dans la salle de réunion du Bureau UNESCO de Yaoundé et qui a connu la participation des représentants des Ministères impliqués dans les activités dans et autour du Bien (MINFOF, MINEPDED, MINAC, MINMIDT, MINADER, MINEE).(rural, semi-rural et urbain).

Atelier de formation des formateurs sur les installations de systèmes solaires photovoltaïques au Cameroun



Mot du Directeur du Bureau UNESCO

L'accès à l'énergie est un facteur déterminant dans le processus de développement d'un pays et l'essor économique de nombreux pays dépendra de leur capacité à substituer aux sources d'énergie fossiles, d'autres formes d'énergie plus propres et plus pérennes. Les différents programmes stratégiques nationaux et sectoriels du Cameroun prévoient tous l'émergence du pays à l'horizon 2035. Or, les données de la Banque Mondiale sur l'accès à l'électricité indiquent un taux d'accès de 48,7% au titre de l'année 2010 avec une contribution de 72,2% des sources hydroélectriques, 26,8% pour les combustibles fossiles (pétrole, gaz et charbon) et à peine 1% pour les énergies renouvelables (ENR) hors-hydroélectricité. La même source indique que la production d'électricité qui est basée sur les grands ouvrages accuse une perte de l'ordre de 10% sur le réseau au cours du transport et de la distribution. Par ailleurs, le taux global d'accès affiché est très inégalement réparti sur le territoire, certaines régions étant mieux fournies que d'autres, le milieu rural étant dans l'ensemble largement défavorisé par rapport au milieu urbain. D'où la nécessité de promouvoir les ENR, solaire et éolienne en particulier, sources alternatives plus flexibles, de produc-

tion sur site minimisant les pertes par transport/distribution et propres parce qu'elles contribuent à la préservation de l'environnement et des écosystèmes.

C'est dans ce contexte qu'a été organisé du 11 au 13 mars 2014 au Centre d'Excellence en Microscience (CEM) de Yaoundé, l'atelier de formation des formateurs sur les installations de systèmes solaires photovoltaïques au Cameroun. Les capacités des formateurs, inspecteurs régionaux et nationaux des sciences physiques, de quelques enseignants du supérieur (Ecole Normale Supérieure et Ecole Nationale Supérieure Polytechnique) ont ainsi été renforcées sur le dimensionnement, l'installation et la maintenance d'installations solaires.

Considérés longtemps comme exclusivement des lieux de conservation des objets culturels, les musées devraient être aujourd'hui l'instrument de compréhension de l'histoire des peuples. Il faut innover et envisager comment enrichir les collections et les mettre à la disposition du public en utilisant les nouvelles technologies. Leur mission éducative doit être davantage mise en exergue parce que complémentaire de l'étude historique. Leur rôle interactif devrait être réaffirmé pour attirer les jeunes. Et, c'est parce que les musées seront au service du développement des communautés locales qu'ils ouvriront leurs portes aux populations dont ils conservent et mettent en valeur les témoignages et les vestiges.

Les musées doivent résolument s'orienter vers l'autofinancement en développant entre autre les produits dérivés (tee-shirt, casquettes, stylos, porte-clés, cartes postales...) destinés à la vente pour d'une part, avoir un budget de fonctionnement et d'autre part, donner une plus grande visibilité à son action.

RDC: Atelier régional sur les politiques muséales en Afrique centrale

Le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale a organisé, du 19 au 21 mai 2014 à Kinshasa, un atelier régional sur les politiques muséales dans les pays de la CEEAC avec l'appui des Conservateurs et Responsables des musées avec une question centrale « Quels musées pour l'Afrique Centrale? »

Dans tous les pays de la région, il y a des musées mais personne ne sait exactement combien ils sont et dans quel état ils sont. Les collections ne sont pas toujours inventoriées, conservées dans les conditions requises ni sécurisées. Les budgets de fonctionnement sont faibles ou inexistantes. Les problèmes de formation du personnel se posent avec beaucoup d'acuité. Rares sont les panneaux de signalisation. Enfin, il y a peu de visiteurs.

REFLEXION DU MOIS

On parle de plus en plus et de mieux en mieux de la traite négrière et de l'esclavage mais les métissages culturels qu'ils ont engendrés restent méconnus ou mal connus.

S'il y a quelque chose que les Africains déportés dans les Amériques et dans les Caraïbes pendant la traite négrière ont amené avec eux et qui a laissé des traces indélébiles, c'est sans doute leur patrimoine culturel immatériel qui s'est d'ailleurs transformé et a donné naissance aux cultures métissées que nous connaissons aujourd'hui dans différentes parties du monde (Vaudou haïtien, Candomblé, Capoeira...). Le lien le plus profond de l'Afrique avec sa diaspora est fondé voire soudé sur ce patrimoine culturel immatériel. Nous Africains vibrons lorsque nous entendons le son du tambour des Antilles, de Cuba, du Pérou ou du Mexique. Les Brésiliens, les Mexicains, les Cubains tressaillent en écoutant les griots et les danses rythmées d'Afrique.

Nous Africains avons un double devoir celui de faire découvrir le patrimoine culturel immatériel originel à la diaspora et celui de chercher à mieux connaître le patrimoine culturel immatériel de cette partie du monde afin de mieux comprendre ce qui s'est passé pendant l'esclavage dans les Amériques, les Caraïbes, les Antilles et surtout les fondements de la résistance culturelle. En effet, la résistance, peut-être la plus profonde, la plus radicale a été la résistance culturelle. Les esclaves trouvaient dans la croyance en leurs dieux la force de résister et surmonter la douleur.

Les échanges interuniversitaires sont établis entre plusieurs pays d'Afrique et le Brésil, Cuba, le Mexique mais c'est par la Culture, le patrimoine culturel immatériel que la diaspora renouera avec l'Afrique et que l'Afrique découvrira ou redécouvrira la profondeur de ses cultures. C'est dans les religions afro-américaines, la magie, le langage populaire, la médecine traditionnelle, les habitudes alimentaires, la musique et la danse qu'il faut débusquer l'héritage africain.

Les interactions culturelles générées par la traite négrière et l'esclavage sont des traces indélébiles qui permettent à

Le retour aux sources: le Patrimoine culturel immatériel dans la diaspora

l'Afrique et sa diaspora de se retrouver et d'aller au-delà des retrouvailles émotionnelles. L'Afrique doit faire le pas vers la diaspora pour que celle-ci connaisse son histoire, sa vraie histoire, ses

racines.

Démembrée, l'Afrique ne sera jamais africaine si elle ne renoue pas avec sa diaspora qui, à travers son patrimoine culturel immatériel est profondément africaine. C'est dans les Amériques, les Caraïbes et les Antilles que les effets culturels et le métissage sont le plus tangible. Aussi certains éléments ou produits issus de ces métissages dans des domaines comme la danse, la musique : le jazz, le reggae, le rap, le Slam reviennent-ils en Europe et en Afrique, continents du commerce triangulaire.

Les Africains déportés ont été quasiment obligés de créer pour vivre et survivre et pour différentes raisons : dès leur débarquement, ils étaient dispersés. Pour les maîtres, il fallait les mélanger pour éviter des rebellions. Mais les esclaves ont utilisé plusieurs astuces pour se comprendre : ils ont inventé des créoles, des gestes... L'histoire de la traite négrière est ainsi l'histoire de la créativité à travers plusieurs contacts : (i) premier contact entre Africains (ii) deuxième contact avec les Indiens (iii) troisième contact avec les cultures européennes et chrétienne. C'est ainsi que dans les religions afro-américaines, on y trouve des éléments du christianisme, du monde indien et des traditions spirituelles africaines. C'est également ainsi que les cultures métisses, façonnées par les esclaves africains, sont devenues une source majeure de créativité qui se traduit par le bouillonnement culturel dans les Amériques, les Antilles, les Caraïbes, dans l'Océan indien, en Europe et en Afrique, héritage de l'esclavage et surtout enjeu vital du troisième millénaire.

C'est vers cet enrichissement mutuel qu'il faut résolument s'orienter et se tourner avec, à la base, des initiatives et des actions concrètes pour une connaissance et reconnaissance de l'apport de chacun dans la construction de ce monde globalisé dans lequel cohabitent plusieurs identités faites de prêts et d'emprunts.

